

n° 5 - octobre 2007 - paraît 6 fois par année

Editorial

Dimanche noir pour le social

Les résultats des élections fédérales sont limpides: l'UDC a triomphé, les Verts ont fait un bond en avant et les socialistes ont pris une claque. La droite, nettement dominée par son aile isolationniste et populiste, a renforcé ses positions, alors que la gauche sort divisée et affaiblie. Malgré une économie flamboyante, l'écart se creuse toujours davantage en Suisse entre les riches et les plus démunis. Des centaines de milliers de personnes vivent dans la pauvreté, parfois même dans l'indigence. Et pourtant c'est le camp des riches qui a gagné. Triste dimanche noir pour le social!

La victoire de l'UDC s'explique tout d'abord par la cam-

Un autre monde est possible

La puissance de l'argent est, depuis quelques années, tellement concentrée qu'elle triomphe de tout, qu'elle contrôle les médias, les gouvernements, les parlements et l'opinion publique. Les quelques personnalités qui essaient de remettre en cause le profit immédiat et insolent se font soit acheter, soit ridiculiser, soit abattre. Des lois régissent presque correctement nos états démocratiques mais pour y échapper, des «états offshore» sont créés. On y camoufle les preuves de toutes les turpitudes des grands acteurs du commerce mondial. L'augmentation de la misère s'accélère au Sud comme au Nord. S'y ajoute la recrudescence de maladies qui avaient presque disparu. Les peuples sont anesthésiés et ne réagissent plus. Tous ces phénomènes font perdre l'espérance.

Et pourtant, un autre monde est possible. A l'invitation de la Fédération romande des socialistes chrétiens, Ignacio Ramonet, directeur du *Monde Diplomatique*, animera une journée de réflexion sur le thème «Capitalisme: peut-on reprendre le contrôle?», qui aura lieu le samedi 2 février 2008, de 10h à 16h, au Buffet de la Gare de Lausanne. Des exposés seront également présentés par Marianne Huguenin, syndique de Renens, et Sandrine Salerno, conseillère administrative de Genève. Une date à retenir et un rendez-vous à ne pas manquer!

pagne nauséabonde menée par ce parti, campagne jouant sur les peurs et la désignation de boucs émissaires. Mais elle est due aussi à la naïveté et à la suffisance des socialistes qui ont perdu le contact avec leur ancienne base ouvrière et qui se préoccupent davantage de questions sociétales que de questions sociales.

Le principal enseignement de ces élections, c'est que l'esprit de concordance qui a contribué à l'équilibre et à la prospérité de la Suisse est sérieusement menacé. Comment sera-t-il possible à l'avenir de gouverner un pays avec des élus qui défendent l'intérêt général et d'autres qui offrent des cadeaux fiscaux somptueux aux plus riches, avec des ministres qui jouent honnêtement le jeu de la collégialité et d'autres qui se comportent en chefs de clans?

Le 21 octobre, le peuple suisse ne s'est pas prononcé sur des programmes, mais sur des slogans. Il a été abusé par une publicité agressive (payée par on ne sait qui!) et par des formules réductrices. Mais, dans notre démocratie, le peuple a toujours raison et il n'est pas question de remettre en cause la légitimité des résultats.

Allons donc de l'avant! Le 12 décembre, l'élection du Conseil fédéral ne devrait pas être une question d'hommes et de femmes, mais une question de programme. Il est indispensable que les partis s'entendent sur un certain nombre de points, par exemple la politique étrangère (avec notamment la position de la Suisse face à l'Europe), les priorités sociales et la lutte contre le réchauffement climatique. Ceux qui partagent les mêmes conceptions forment le gouvernement et ceux qui sont en désaccord passent dans l'opposition. Les instruments de la démocratie suisse (l'initiative et le référendum) sont suffisants pour que les minoritaires puissent exprimer leurs voix, ce qui n'est pas le cas en France et dans tous les pays qui nous entourent.

La journée du 21 octobre 2007 restera un mauvais souvenir mais elle devrait marquer le réveil de tous ceux qui sont attachés à la concordance et à la paix sociale. Et, pour conclure sur une note positive, soulignons tout de même que 71% des Suisses n'ont pas voté pour l'UDC.

Edith Samba et Rémy Cosandey

Nous savions Jeanlouis Cornuz malade depuis quelques années. A chaque séance du comité rédactionnel, nous demandions de ses nouvelles à Mousse Boulanger et Henri Jaccottet, deux de ses proches qui allaient régulièrement lui rendre visite dans l'établissement où il était hospitalisé. A défaut de guérison, nous espérions une rémission. Malheureusement, la nouvelle est tombée, aussi brutale que triste: Jeanlouis nous a définitivement quittés. Nous ne lirons plus ses chroniques alternant la tendresse et la révolte. Nous n'entendrons plus ses diatribes contre l'égoïsme, la violence et l'argent tout puissant. Mais nous nous souviendrons du militant infatigable, de l'apôtre de la paix et de l'ami fidèle. (RCy)

Un ami, un collaborateur nous a quittés

Notre ami et collaborateur Jeanlouis Cornuz nous a quittés le dimanche 14 octobre, par un lumineux jour d'automne. Il s'est endormi paisiblement la main dans celle qui fut sa compagne durant plus de trente ans. Jusqu'au bout il a récité des poèmes de Victor Hugo. Il avait l'espoir de tenir encore une année et demie afin d'assister à la thèse de doctorat en chimie de son petit-fils. La mort en a décidé autrement. Jeanlouis emporte avec lui une montagne de connaissances dans les domaines de la culture, la politique, la sociologie et les langues. Il est, probablement, un des derniers traducteurs à avoir tra-

vaillé pour le procès de Nuremberg en 1946, alors qu'il n'était âgé que de 24 ans. Son père l'avait envoyé à 14 ans dans un institut allemand où, très rapidement, il avait maîtrisé la langue. L'anglais ou plutôt l'améri-



cain n'avait pas de secret pour lui ce qui lui a permis d'enseigner dans une université des USA. C'est aux Gymnases de Chamblandes et de la Cité à Lausanne qu'il a passé la plus grande partie de sa carrière de professeur. Il aimait à se désigner comme «maître d'école». De nombreux anciens élèves relèvent ses talents de pédagogue et la façon exceptionnelle qu'il avait d'aimer, de comprendre les adolescents qui lui étaient confiés.

A côté de l'enseignement il a été chroniqueur et journaliste avec des collaborations au journal *Coopération*, à l'hebdomadaire *Domaine public*, à *Gauchebdo* et à *l'Essor* dont il avait repris la direction durant de nombreuses années.

Ecrivain, il a publié des nouvelles, des romans et plusieurs essais sur André Dhôtel, Victor Hugo, Gottfried Keller, Jules Michelet pour qui il avait une tendresse toute particulière et qui a été le sujet de sa thèse, car il était docteur ès lettres. Il a écrit des pièces pour la radio et le théâtre. Il avait commencé à travailler sur un sujet qu'il n'a, hélas, pas pu mener à bonne fin; c'était «L'entrée du Christ à Lausanne et autres lieux» inspiré par le tableau du peintre belge James Ensor intitulé «L'entrée du Christ à Bruxelles». Il y mêlait une satire persiflante, beaucoup d'humanisme et de la révolte.

La peinture était aussi un art avec lequel il aimait à partager ses réflexions, ses admirations. Il a publié une monographie du peintre Charles Rollier avec qui il entretenait une belle amitié. Sa première compagne, Christiane, était artiste peintre.

Une parfaite connaissance de l'allemand l'a conduit à entreprendre des traductions comme celles d'Ernst Wiechert, Walter M. Diggelmann ou encore Gottfried Keller.

Jeanlouis : «Il y a des mots qui font vivre»

Lorsqu'en 2000, les membres du comité de *l'Essor* ont modifié la maquette du journal, c'est Jeanlouis Cornuz qui proposa cette nouvelle phrase emblématique tirée du merveilleux poème d'Eluard. Ce poème lui va si bien, qui parle d'innocence, de justice, de liberté, mais aussi d'enfant, de gentillesse, de camarade, de village, de femmes, d'amis... Jeanlouis reprit la responsabilité de la rédaction en 1995 au moment où le journal, à la veille de fêter ses 90 ans, risquait de disparaître faute de relève. Il s'agissait bien alors de faire revivre une belle aventure et de trouver les mots qui évoquent la beauté du monde et des humains mais qui ne passent pas sous silence leur part d'ombre: l'injustice et le meurtre.

Les trois années de Jeanlouis à la tête de *l'Essor* furent en effet marquées par une controverse à propos d'Israël et de la Palestine, qui obligea les membres du comité, comme ce fut souvent le cas au cours de l'histoire du journal, à réaffirmer clairement leur ligne rédactionnelle. Jeanlouis fit front, qui n'a jamais eu la langue dans sa poche. Il a toujours su, notamment par l'usage incisif de ses vastes références culturelles, remettre chacun à sa place et nous inciter à faire la part des choses sans mièvrerie. Sa capacité d'indignation, teintée parfois d'un cynisme que son humour et sa drôlerie estompaient rapidement, reste une vertu que *l'Essor* se doit de cultiver.

Ce fut pour moi un honneur de succéder à cette riche personnalité dont j'ai apprécié le mélange de rigueur historique et de foisonnement d'idées et de souvenirs. J'ai reçu cette offre comme une marque d'amitié et de reconnaissance mutuelle d'une convergence de valeurs. Comme s'il m'avait donné une tape sur l'épaule: «A toi de jouer maintenant!». Merci Jeanlouis.

Alain Simonin

(rédacteur responsable de 1998 à 2005)

suite en page 3

Infatigable, cet homme qui portait en lui les talents d'un écrivain, d'un pédagogue, d'un journaliste, s'est également tourné vers la politique. Il ne pouvait être que du côté des plus démunis; sa sensibilité, son humanisme l'ont dirigé vers le parti ouvrier populaire dont il a été le député au Grand Conseil vaudois durant de nombreuses années. Grâce à son immense culture mêlée à un humour étayé par une foule d'anecdotes qui, toujours, survenaient au bon moment, il a su se faire entendre, respecter et aimer autant par

les opposants que par ses camarades de parti.

Pacifiste dans l'âme, Jeanlouis avait publié un livre sur l'objection de conscience en 1979 déjà. Ses dernières publications formaient une trilogie inspirée par l'Histoire de l'Europe durant les 19 et 20e siècles. Le premier roman s'appelait «Les Désastres de la guerre», puis «Les Caprices» et enfin «Le complexe de Laïos» faisant allusion aux millions de pères allemands, français, italiens, russes, etc. qui ont envoyé

leurs fils à des boucheries effroyables, des guerres inutiles. Il me disait: «*Ai-je contribué, par ce roman, à une prise de conscience? Je ne sais pas*».

Avec sa fantaisie malicieuse, alors que nous parlions des conflits mondiaux, il me dit: «*La bêtise est ce qui donne le mieux l'idée de l'infini*», une citation de Gustave Flaubert.

Jeanlouis, pour tous ceux qui t'ont aimé, tu resteras vivant.

Mousse Boulanger

Henri Jaccottet, membre du comité rédactionnel, a souhaité rendre hommage à son cousin Jeanlouis Cornuz en lui dédiant cet article.

Le droit d'ingérence est-il légitime?

«*Le droit d'ingérence est-il légitime?*». Sous ce titre, un livre d'une centaine de pages a été publié en juin 2007 (Editions de l'Hèbe, collection la question) par François Rubio, directeur juridique de Médecins du monde et maître de conférences à l'Université du Mans.

Le 31 avril 1986, à Copenhague, l'Académie internationale des Droits de l'homme propose un texte qui sera approuvé en 1988 par l'Assemblée générale des Nations Unies (ci-après NU), stipulant que l'assistance humanitaire est «un droit des victimes» et «une obligation pour les Etats d'y apporter leur contribution».

On sait combien les victimes ont peine à se faire entendre et combien, pour des raisons politiques et d'intérêts, les Etats n'ont que trop tendance à esquiver leurs responsabilités. De fait, vingt ans après, en 2007, Médecins du monde doit quitter le Darfour car ses représentants y sont en danger et leur sécurité impossible à assurer. Quand on ne peut plus contourner le droit et les devoirs, il y a donc encore une possibilité de s'y opposer, celle d'en empêcher l'application... cela quand bien même les Conventions de Genève de 1864 (!) précisent déjà que les signataires ont l'obligation «de respecter et de faire respecter ces conventions». Heureusement, en 1991 puis en 1992, les NU mettent les points sur les i à propos du problème des Kurdes en Irak et du conflit somalien. Enfin, le droit d'ingérence, de virtuel est-il devenu réel!

Mais la doctrine du «tout humanitaire» devient une façon de ne pas s'engager politiquement; on l'a vu en Yougoslavie et en Afghanistan, car derrière elle peuvent se cacher des interventions militaires qui ont de tout autres visées qu'humanitaires! Nouvelle réplique des NU: le droit d'ingérence judiciaire et la création de tribunaux internationaux en 1993 (pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda). La critique apparaît facilement: «c'est de la justice des vainqueurs qu'il s'agit, cela depuis 1945», vu les pouvoirs limités – on le verra – du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Signalons d'autre part que, pour le moment:

- 1) Les NU ont renoncé à attribuer aux décisions de tribunaux nationaux qui le souhaitaient une valeur internationale.
- 2) D'aucuns prétendent que l'aide apportée au développe-

ment dans le tiers monde par les ONG est une nouvelle forme de colonialisme et, en particulier, une façon d'imposer le néolibéralisme dans ces pays. Ainsi, dit Vladimir Poutine, les ONG occidentales ont-elles joué un rôle de déstabilisation en Ukraine et en Georgie.

3) Il y a un abîme entre un panneau publicitaire tel que «Sans camera, pas d'aide humanitaire» et la politique de discrétion et de confidentialité de la Croix-Rouge, dont les membres sont d'ailleurs libérés de l'obligation de témoigner.

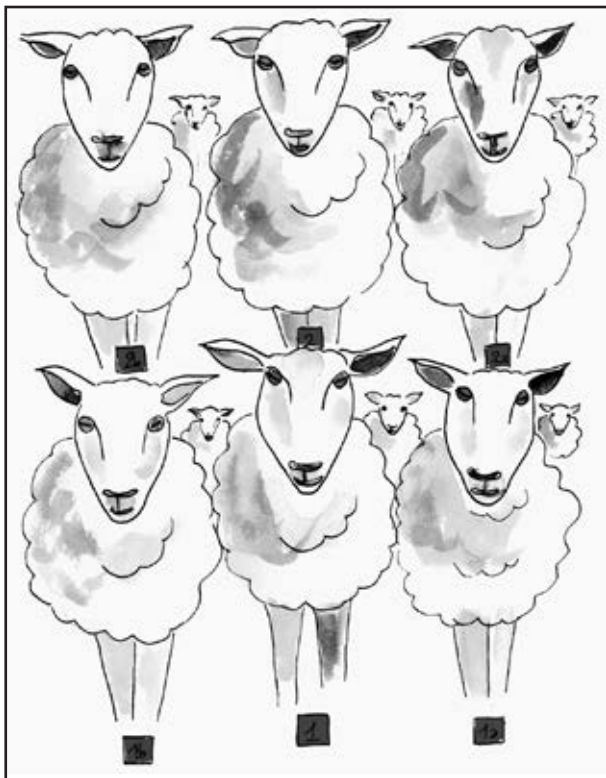
L'auteur rappelle en outre que la Croix-Rouge a sanctionné l'usage des gaz de combat durant la Première Guerre mondiale, mais qu'elle a gardé sous silence l'usage de ces mêmes gaz par les Nazis pour exterminer des civils. Dans ce contexte, Rubio évoque le dilemme «Se taire et rester» ou «Témoigner et peut-être devoir partir sous contrainte» face à l'affirmation des nouveaux humanitaires emmenés par Bernard Kouchner (cofondateur de Médecins du monde) proclamant: «*Pour être efficaces, soyons bruyants*».

Dans cet ordre d'idée, les interventions médiatiques doivent contrecarrer la confidentialité de la Croix-Rouge. L'auteur en donne plusieurs exemples: une émission première de TV en 1967 montrant des enfants mourant de faim pendant la Deuxième Guerre mondiale, celle du 16 décembre 2006 concernant le Darfour (400 000 victimes et 2,5 millions de personnes condamnées à fuir), ainsi qu'un article du Herald Tribune du 26 octobre 2007 et son appel aux lecteurs: «*Vous pouvez arrêter cela!*».

Arrivé à ce point, je vous laisse la surprise de découvrir les dix dernières pages du livre, chap. 20: «De l'humanitaire au droit du plus fort», puis la réponse de l'auteur à la question posée par le titre de l'ouvrage, chap. 21: «Le droit d'ingérence est-il légitime?»:

Pour conclure, je me permettrai d'aller plus loin que Monsieur Rubio en disant ceci: tant que le Conseil de sécurité sera ce qu'il est, il n'y aura pas de réponse possible à la question! Donc, il faut trouver autre chose à mettre à sa place!

Henri Jaccottet



Moutons de garde

Copyright 2003 La Reine & L'Ange-Magicien d'Emilie Salamin-Amar et Nadia Viazzo (Editions Planète Lilou)

L'association «Moutons de garde» est une initiative citoyenne créée en réaction aux dérapages de la campagne électorale suisse de cet automne 2007. Les signataires de l'appel souhaitent que les débats politiques redeviennent acceptables, qu'ils cessent d'attiser la haine, la peur, le racisme ou la xénophobie. Ils souhaitent également que chacun puisse s'exprimer dans le respect de l'autre, qu'il soit ou non un adversaire politique. Car ce n'est pas en dressant les gens les uns contre les autres, en accentuant les différences, que l'on trouvera des solutions pour notre pays.

«Moutons de garde» ne représente aucun mouvement politique. Si, pour vous aussi, le monde n'est pas tout blanc ou tout noir, colorez-le en signant la déclaration de soutien et/ou en portant le badge des moutons de garde. (MB)

Adresse Internet: www.moutonsdegarde.ch.

Des millions de litres de carburant économisés

En Suisse, plus de 67 000 personnes ont opté pour le CarSharing, le partage de voiture, en devenant membre de la coopérative Mobility. Pour certains, les transports quotidiens peuvent se faire à pied, à vélo ou en transports publics, et Mobility leur permet de disposer d'un véhicule pour les transports ou les occasions spéciales. Pour d'autres, devenir membre de Mobility permet d'éviter l'achat d'une deuxième voiture.

Comment ça marche? Les 67 100 clients de Mobility CarSharing Suisse disposent de 1750 véhicules à 1000 emplacements dans 410 localités de toute la Suisse. L'offre présente dix catégories de véhicules différents pour permettre de choisir le véhicule le plus adapté à chaque type de trajet, selon les besoins des clients. Grâce aux techniques les plus modernes, le système Mobility CarSharing Suisse

est simple, entièrement automatisé et il fonctionne à toute heure et en libre-service.

En 2006, l'Office fédéral de l'énergie a publié une étude qui montre les effets du CarSharing sur l'environnement: selon l'étude, les clients de Mobility ont économisé 4,8 millions de litres de carburant par an. En 1998 déjà, l'étude «Le CarSharing – clé de la mobilité combinée» révélait que le comportement de mobilité des clients de CarSharing s'avère être inverse à celui de la population moyenne: alors que les CarSharers utilisent pour les trois quarts de leurs déplacements les modes de transport écologiques et pour un quart seulement la voiture, le reste de la population réalise trois quarts de ses déplacements en voiture. www.mobility.ch

Les astuces durables

Les Astuces Durables ont été créées par UniPoly, une association d'étudiants de l'Université de Lausanne (UNIL) et de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) qui fait la promotion du développement durable.

Le but des Astuces Durables est de traiter un thème lié à notre consommation quotidienne et son impact sur l'environnement, selon le slogan «Agir au quotidien afin d'améliorer son lendemain». Le prospectus se présente en deux parties, le recto

expliquant la problématique liée au thème choisi et le verso proposant des astuces applicables au quotidien.

Fort de 12 thématiques traitées, du commerce équitable aux appareils électriques en passant par l'alimentation, les astuces ont édité 15 dépliants dont trois guides.

Pour de plus amples renseignements, vous pouvez consulter le site d'UniPoly (<http://unipoly.epfl.ch/?pageid=8>) et les télécharger ou nous envoyer un mail sous info@unipoly.ch.

Pour UniPoly, Blaise Périsset

Prochain forum de l'Essor

Le forum du premier numéro de l'Essor en 2008 sera consacré au thème du pacifisme et de la promotion de la paix. Il contiendra notamment un débat entre Georges Tafelmacher (animateur du GSsA) et Pierre Jeanneret (historien). Le deuxième numéro sera consacré au racisme. Nous tenions à annoncer ces thèmes longtemps à l'avance afin que nos lecteurs puissent y réfléchir et prendre contact avec nous (voir adresse du rédacteur responsable en page 16) s'ils ont envie de nous adresser une contribution.

Le trésor le plus précieux

Dans le dernier numéro de l'Essor, nous présentions ainsi le thème du forum d'aujourd'hui: «Le peuple suisse vient de refuser d'abandonner le mode de paiement de l'assurance maladie en vigueur dans notre pays. Il s'agit dès lors de nous mettre au travail pour améliorer le système dans son ensemble en tenant compte notamment: que la population du pays augmente et vieillit de surcroît; que nos hôpitaux sont submergés d'admissions à l'heure où les dégoûtements sont largement insuffisants; qu'actuellement, pour beaucoup trop d'interventions chirurgicales qui ne sont pas d'une urgence absolue, les délais d'attente s'allongent de plus en plus; que les médecins praticiens, en ville et à la campagne, succombent sous le poids de tâches administratives devenues écrasantes et souvent tatillonnes leur prenant une trop grande part d'un temps précieux; que les caisses maladie logent leurs administrations dans des bâtiments immenses et coûteux; que l'Etat, devenu propriétaire d'une bonne partie des «moyens de production» (les hôpitaux), ne peut plus exercer son rôle d'arbitre des conflits. Or, on doit bien l'admettre, le drame se joue à quatre: les malades ou les malades potentiels, les soignants, les assureurs et l'Etat. L'affrontement est par trop inégal entre ceux qui paient et ceux qui dépensent. Le but de ce forum est d'apporter davantage d'éléments de compréhension à tous ceux que ces problèmes intéressent».

Même si certaines d'entre elles vont au-delà de ce thème, même si elles sont parfois un peu longues ou sophistiquées, les contributions que nous avons reçues sont d'une qualité remarquable. C'est pourquoi nous les publions toutes, sans procéder à la moindre coupure. Et nous pouvons résumer les dix pages de débat qui suivent par une pensée de Chauvot de Beauchêne (1827): «*La santé est le trésor le plus précieux et le plus facile à perdre; c'est cependant le plus mal gardé*». Que cette lecture fasse du bien à votre corps et à votre âme!

Rémy Cosandey

La santé est une expression de la liberté

A en croire les médias et les discours politiques: *nos enfants sont gros et peu mobiles, nos cigarettes puent et cancérisent, nos canettes sont alcoolisées et/ou trop sucrées, nos frites sont grasses, nos voitures polluent, nos maisons sont mal isolées, nos magasins sont grands, nos veines se bouchent et nos bouches sentent, le travail nous stresse et le temps nous manque... Mais heureusement, l'économie reprend.*

Mais que fait la prévention? Les professionnels sont formels: même si nos moyens sont limités, l'opinion publique nous soutient et nos actions sont politiquement correctes. Notre discours est cohérent et l'efficacité de nos actions est avérée; du reste, nous nous basons le plus souvent sur des évidences médicales. Nous avons les preuves de ce que nous affirmons sur le tabac, sur l'alcool, sur le manque d'activité physique et sur l'importance de notre alimentation. Nous savons tout cela, vous savez tout cela, et pourtant nos comportements ne changent que très lentement. De plus, celles et ceux qui profitent le plus de nos actions sont rarement ceux-ci ou celles-là qui en auraient le plus besoin!

Mais que peut la prévention? Dans un environnement où les enfants dès 2 ans sont les cibles du marketing commercial, où le chemin de l'école et les parcs publics sont décrits comme dangereux et les espaces de liberté limités, où les sorties scolaires sont rares, où les lieux publics sentent bon la fumée passive, où l'accès à la bière est peu contrôlé et celui des sodas permanent, où les distributeurs n'offrent que des mets sucrés, gras et trop riches, où les centres urbains sont peu piétons, où tout le monde travaille trop, par nécessité plus que par choix car la vie est chère, nous sommes écartelés en permanence entre nos désirs de consommateur pour qui tout est possible et notre vécu de grand corps malade.

Faire le choix d'un comportement plus adéquat et d'une consommation mieux maîtrisée, c'est faire la promotion de sa santé, mais c'est aussi aller à contre-courant. Avoir comme objectif de favoriser son propre développement durable, c'est affirmer une différence et accomplir un acte de résistance. Choisir un mode de vie permettant de satisfaire ses besoins d'aujourd'hui sans pour autant

porter atteinte à ses capacités futures, c'est exprimer sa propre liberté. La promotion de sa santé constitue un acte courageux qui passe par l'affirmation de sa liberté. Et la bonne santé des personnes et des groupes est l'expression de la liberté individuelle et collective.

Je vous encourage à en faire l'essai. Si tout cela est vrai, les médias et les discours publics pourraient changer ainsi: *nos enfants sont sains et agiles, nous ne fumons pas, nous buvons entre amis, nos poissons viennent du lac, nous allons à pied au travail, nos maisons sont économes, nous mangeons aussi des légumes frais, notre pression est bonne et nos bouches sourient, nous avons une qualité de vie au travail et du temps pour les autres et ceux qu'on aime ... Et l'économie reste à sa place.*

Jean-Christophe Masson
Secrétaire général
des Ligues de la santé
www.liguesdelasante.ch

Il faut reprendre le problème à zéro

Le titre de ce forum amène assez naturellement à se poser la question: qu'est-ce que la santé, qu'est-ce que nous entendons quand nous disons que nous sommes en bonne santé? Peut-il y avoir une mauvaise santé, ne s'agit-il pas d'un oxymore?

Le fonctionnement de notre corps est d'une complexité telle qu'il échappe à l'analyse scientifique. Tout ce que nous pouvons dire, c'est que notre santé est bonne si nous nous sentons bien. Pas de douleurs, pas d'angoisse, pas de tension, jouissance du moment présent, joie de vivre. Un ami chinois que j'ai connu à Taiwan et qui pratiquait un peu de médecine chinoise ajouterait «happy body» (corps heureux). Tout cela est surtout intuitif et indique une relation étroite entre physis et psyché, aspects complémentaires d'une même réalité.

Le problème actuel qui a mené, entre autres, à l'aberration de la LAMal, c'est que le scientisme a réussi à s'imposer en médecine et que la santé est définie par des chiffres. Qu'est-ce que le scientisme? Selon le mathématicien Alexandre Grothendieck, c'est une «idéologie qui repose sur la conception erronée que ce sont les connaissances reposant sur l'emploi correct des méthodes des sciences exactes, déductives expérimentales, et celles-là seulement, qui auraient une valeur objective» (voir «*La Quadrature du CERN*», Ed. d'En Bas, 1984, p. 148). Il s'en est suivi, comme l'a démontré Ivan Illich «que le consommateur de soins devient impuissant à se guérir ou à guérir ses proches» (voir «*Nemesis médicale*», Seuil, 1975).

«Les gens bien portants sont des malades qui s'ignorent».

Jules Renard, *Knock*

On a fait douter le citoyen de sa capacité à juger lui-même de sa santé, le privant en même temps de sa liberté de choisir les moyens de soin s'il se sent mal. Le système de la maladie, mis en place sous le nom de système de la santé, définit une mé-

decine officielle, essentiellement allopathique, comme la seule acceptable, c'est-à-dire couverte par l'assurance obligatoire. Pourtant rien ne permet d'affirmer que cette médecine soit meilleure que l'homéopathie, l'acupuncture, la massothérapie, voire la méditation ou la prière.

«La santé est devenue un argument fondamental de la consommation».

Schopenhauer

Un autre problème qui me semble tout aussi fondamental est l'évacuation de la mort dans notre conception de la santé. Le médecin homéopathe François Choffat a fait la remarque, à mon avis pertinente, que la recherche médicale alimente le mythe de notre immortalité possible. Il est de fait que «vaincre la mort» a été présenté ici et là comme une possibilité, peut-être lointaine, mais réaliste, alors qu'il s'agit d'une absurdité. La mort n'est pas le contraire de la vie mais le pendant nécessaire de la naissance. Sans la mort, la vie n'est pas pensable sur cette planète. Pourtant la médecine actuelle est souvent une lutte désespérée contre la mort des personnes, alors qu'elle devrait se concentrer sur le maintien de la santé de la population.

L'entreprise médicale est devenue une proposition essentiellement économique qui mesure sa propre santé par la croissance de son chiffre d'affaires. Elle a provoqué l'apparition d'une activité parasite, l'assurance, cause principale de la désresponsabilisation des gens par rapport à leur santé. Pas d'argent, pas de soins. Il faut donc être assuré, ce qui renchérit encore les prestations du système médical puisqu'il faut bien payer ceux qui poussent le papier chez les assureurs et obliger les médecins à des tâches administratives sans grand intérêt et sans rapport avec leur but premier qui est d'aider les gens à garder ou retrouver leur santé.

Le temps n'est pas si lointain où le médecin de campagne pratiquait son métier sans le concours de l'assurance. J'en ai connu un. Il se faisait payer selon les possibilités de ses patients, ceux qui avaient des moyens suffisants payant aussi pour les moins bien lotis. Autour des fêtes, il recevait des dons en nature, jambons, poulets, etc., de la part des paysans qu'il avait aidés. C'était convivial et ça marchait. La population était probablement en bien meilleure santé qu'aujourd'hui.

Le système de la maladie, financé par l'assurance obligatoire, est devenu si coûteux que de plus en plus de gens n'arrivent plus à payer les primes et sont harcelés par les assureurs et les offices de poursuites, ce qui ne contribue sûrement pas à leur bien-être. On est en présence d'un système divergent et incontrôlable. Il faudrait donc reprendre le problème à zéro à partir de la question posée au début: qu'est-ce que la santé et comment la maintenir? On ne pourra probablement pas échapper à la conclusion que la première priorité est d'arrêter d'empoisonner l'eau, l'air et le sol avec des produits toxiques (dont des médicaments et des substances radioactives) et de réduire le stress imposé aux gens à cause de la compétition permanente et stupide que la croissance économique exige. Sans cela on continuera à développer une entreprise médicale hors de prix pour essayer de contrer les maladies provoquées par notre mode de vie et nos activités économiques. C'est le serpent qui se mord la queue.

Peut-on encore espérer mettre en place un système de soins dont le but premier serait la santé et non le profit? Ou faudra-t-il attendre l'effondrement du système économique pour que la population retrouve la santé?

Pierre Lehmann

Un slogan qui comporte des limites

Voilà un vaste sujet qui a fait couler beaucoup d'encre et a suscité des controverses et d'innombrables méthodes de guérison... Il suffit de penser aux médecines douces dans notre culture et aux médecines traditionnelles d'autres civilisations, toujours en vogue – acupuncture, traitements ayurvédiques, phytothérapie, etc. Parmi les médecines alternatives de chez nous, citons l'homéopathie, les diverses écoles de thérapies manuelles telles l'ostéopathie et la chiropratique, l'auriculothérapie, la phytochimie et j'en passe.

Il y a quelques années, j'ai participé, en qualité de rhumatologue, à un congrès de médicométrie. Cette science récente propose une vision globale de la filière santé qui comprend la prévention des maladies, les soins, mais aussi les multiples effets dans les secteurs économiques. Il faut peut-être rappeler que les coûts globaux de la santé dépassent actuellement les 50 milliards de francs, que ce domaine représente en moyenne 14% des dépenses des ménages mais qu'ils dopent également l'économie nationale par la création de postes de travail ainsi qu'une vaste industrie qui regroupe des biotechnologies, le développement de matériels et de nombreux appareils utilisés par les médecins, les laboratoires et les hôpitaux. Rappelons qu'environ 500 000 emplois dans ce pays sont dévolus directement ou indirectement au secteur de la santé, ce qui représente 17% des emplois en Suisse.

Le thème proposé par ce forum n'est pas celui de la médicométrie mais de l'endiguement de la consommation médicale et donc de la responsabilisation individuelle dans le domaine de la santé.

Il existe sans aucun doute un certain déterminisme du milieu social, de l'environnement au sens large et également sur le plan génétique, familial. Mais il n'y a pas de société possible sans responsabilité des membres qui la constituent. C'est vrai, la santé est notre affaire, mais ce slogan comporte des limites. Le corps médical et les médias insistent trop peu sur la prévention et pourtant les notions de base pour rester en bonne santé sont bien connues. Je ne citerai à titre d'exemple que l'alimentation, saine, pauvre en graisses saturées avec consommation carnée modérée et sans excès calorique,

de l'exercice en suffisance – marche, sport sans excès, jardinage, etc. – ainsi que l'abstention du tabac et autres drogues. Sur le plan psychosomatique, la prise de conscience d'une bonne respiration et la pratique d'exercices qui permettent de développer les facultés intellectuelles et la mémoire me paraissent essentielles.

La maladie et la santé sont en fait en interrelation constante, en équilibre fragile. Il y a beaucoup de maladies mais qu'une santé et on peut se demander par quel miracle l'homme reste en «bonne santé» alors qu'il est guetté par d'innombrables pathologies... La médecine orthodoxe a raison de rappeler l'incertitude qui régit la vie. Les sociétés ont toujours dû faire face aux risques et ont essayé de les maîtriser. En médecine on parle de risque cardiovasculaire, de risque de cancer et de tant d'autres maladies, anciennes ou nouvelles, que l'on appelle émergentes. Dans un numéro récent de la «Revue médicale suisse», un journaliste estime *«qu'être en bonne santé n'a plus de sens fort comme autrefois, car chez tout le monde il existe des signes de susceptibilité accrue à telle ou telle maladie, des prédispositions génétiques à l'un ou l'autre désordre»*.

Avec le vieillissement de la population, la médecine coûte évidemment de plus en plus cher et on dit dans le

«Le médecin n'est rien d'autre qu'un réconfort pour l'esprit».
Pétrone

milieu médical que les dernières années de la vie sont les plus coûteuses! Mais ce qui grève le budget de la santé est l'offre toujours plus grande, presque infinie, des progrès technologiques et des connaissances, à tel point que l'on commence à parler de

rationnement... C'est que la médecine a des projets ambitieux, coûteux: allonger la vie artificielle, calmer toute souffrance physique et nos angoisses existentielles, développer la réalisation de soi. L'académie suisse des sciences médicales a demandé que des lignes directrices soient tracées dans ce domaine mais, sur le plan politique, c'est le statu quo.

«Un médecin n'est pas un bon médecin s'il n'a été lui-même malade».

Proverbe arabe

Il faut bien reconnaître les énormes progrès réalisés par la médecine et en particulier par la chirurgie. Pensons aux succès de l'orthopédie qui redonne de la mobilité à des milliers de personnes atteintes d'arthrose invalidante. Je pense spécialement à l'implant de prothèses chez les malades souffrant d'une arthrose de la hanche ou des genoux et qui, grâce à cette chirurgie, mènent une vie quasi normale. Et on ne peut nier que la médecine interne ne joue pas, elle aussi, un rôle décisif dans le traitement d'un grand nombre d'affections souvent curables. Le simple dépistage clinique ou par les tests de laboratoire permet de poser un diagnostic de diabète, de goutte ou d'hypercholestérolémie responsable de nombreuses cardiopathies.

La prévention reste néanmoins le maillon faible de la médecine; c'est pourquoi il est bon de se souvenir du message que nous a laissé la Doctresse Kousmine dans son livre *«Soyez bien dans votre assiette jusqu'à 80 ans et plus»*, celui de prévenir certains cancers et si possible d'échapper aux maladies dégénératives.

Curt Walther

Ce forum sera enrichi dans le prochain numéro de *l'Essor* par un texte du Dr Daniel Laufer, médecin cantonal vaudois.

La santé au-delà de la santé

Lorsque l'on convoque une discussion autour de la santé dans notre société actuelle, il est des constats qui se dégagent inéluctablement. Bien qu'on n'arrive pas à les énumérer tous, autant dire tout de suite que le pôle positif dans une constatation générale, c'est que mieux que dans de nombreuses zones du monde, la santé en Suisse est bel et bien assumée, prise en charge et «maîtrisée». On peut alors se permettre d'affirmer que la santé est connectée non pas principalement à la problématique des conditions matérielles existantes, mais à son coût.

On constate année après année une tendance bien réelle: le coût de la santé (médicaments, primes d'assurance, soins) connaît moult augmentations. Cela peut logiquement s'expliquer, surtout à l'heure de la marchandisation tous azimuts qui impose le dogme de la consommation et du profit. Cette situation distrait même le patient-consommateur qui semble souvent plus emporté, certainement parce qu'il n'a pas le choix, à ruser avec les prix et les primes qu'à poser (ou s'opposer) le (au) véritable problème. Le coût de la vie en général connaît une ascension relativement fulgurante parce qu'il s'adosse à ce principe magique qui favorise souvent pour soi et pour autrui la course folle vers l'avoir au détriment même de la santé. Ainsi, on peut dire que lorsque mettre en péril sa santé pour accéder à une sorte de mieux-être superflu devient la norme, il y a lieu de s'interroger sur l'essentiel en recadrant la notion même de mieux-être.

Du point de vue philosophique, la notion de santé reprend, comme dans la médecine traditionnelle, la dimension physique du corps mais en la dépassant. C'est-à-dire, au lieu que la santé ne relève que du physique, elle va à la fois concerner le psychique, le mental, le spirituel, le communautaire et se radicaliser comme une sorte de «bien-

être». Il s'agit bien, du point de vue ontologique et phénoménologique, d'être et de se sentir bien tant dans son état que dans son projet d'être existant. Il s'agit de bien être ou accéder à une sorte d'ataraxie, c'est-à-dire l'absence totale de troubles comme dans l'Antiquité grecque, chez Démocrite notamment. Du coup, la notion devient complexe parce qu'elle va introduire à la fois le relatif et l'absolu en les couplant, les distançant l'un de l'autre, voire même les opposant. La santé devient alors un sujet difficile à aborder, un thème digne d'un dialogue platonicien où le supposé malade doit prouver sa maladie et où l'homme en bonne santé doit affirmer ou expliquer en quoi il est en bonne santé à l'interlocuteur qui questionne sans cesse. Cet interlocuteur n'est pas médecin, du moins pas à la manière dont on l'entend. Ce «médecin» circonstanciel serait un accoucheur d'esprit qui procède via ce qu'on a appelé, depuis Socrate, la maïeutique.

«Il n'y a pas de richesse préférable à la santé du corps»

L'Ecclésiaste

C'est quoi au juste être en santé? L'interlocuteur va y revenir sans cesse sachant que son vis-à-vis tenterait de s'échapper, non pas en fuyant l'espace réel de la discussion, mais en tentant de le subvertir, de noyer involontairement la question en racontant autre chose que l'essentiel ou en choisissant une seule orientation, celle qui lui paraîtrait communément connue et probablement facile. Il y a donc de la difficulté et celle-ci réside à la fois dans la relativisation et dans l'absolutisation du terme. Si la santé est seulement relative, elle nourrirait toutes sortes de calculs, de légèretés voire même de fantasmes liés à notre modernité gourmande qui n'aspire qu'à posséder et à manier savamment la superfluité.

En revanche, si la santé devient absolue, elle ne laisserait pas de place à la vie et ses mécanismes internes ou à ses variantes, à ses phases ou à ses surprises, à ses rebondissements ou à ses supposées impasses, etc. Ce qui est en jeu c'est la notion même de vie, sa faculté d'être vie et sa destinée. La santé est inhérente au jeu de la vie, c'est-à-dire à ses subtilités qui sont susceptibles de voiler à la fois la santé et son contraire.

Ainsi, ni la relativisation, ni l'absolutisation ne permettent de cadrer définitivement la santé ou le bien-être du bipède raisonnable.

«Mais tu ne meurs pas de ce que tu es malade; tu meurs de ce que tu es vivant».

Montaigne, Essais

En dehors d'une mise en perspective philosophique, on peut disposer d'autres grilles de lectures apparentées comme la sociologie, l'anthropologie et même la théologie. Posons quelques questions qui instaurent le lien avec la théologie en partant de la notion de vie. Pourquoi la vie existe-t-elle et comment? Comment la notion de santé s'articule-t-elle à celle de la vie? Si la vie est nécessaire parce que, comme êtres humains, nous ne pouvons pas la concevoir autrement, il va falloir sans cesse produire du sens (acquisition de la santé par exemple) afin que la nécessité même de la vie soit justifiée. Posons la santé comme ce pourquoi il faut que la vie se produise. Envisageons aussi une sorte de conscience vitale qui nous fixe au cœur de la vie du monde plutôt que dans l'obscur choix d'une démission ou d'un refus de conquérir, une non-mission.

La santé c'est prioritairement cette relation qui se tisse avec et à l'origine. Théologiquement parlant, une telle démarche constitue

suite en page 9

forum : Notre santé, c'est d'abord notre affaire!

le geste fondamental. Mais il faudra à la suite de cette fondation élucidée, libérer une autre question, celle qui concerne le comment, la manière de rendre cette vie qui nous est donnée véritablement digne.

La vie c'est la santé. L'individu croyant va tenter d'y parvenir en légitimant toutes les étapes qui y

conduisent. Viennent alors au secours de la santé, un ensemble de moyens humains qui ont fait leur preuve dans l'histoire humaine, tout ce qui relève de la médecine générale, de la psychologie, de l'art, de la technique, de la communauté, bref un ensemble de paramètres qui définissent la nature holistique de la santé. Ensuite, il faudra, pour le croyant, fixer l'es-

pérance comme principe nécessaire et radical. La santé c'est vivre l'espérance avec ses réalités et ses virtualités. La dimension asymptotique caractérise en somme l'impossible cadrage historique. Il faut toujours voir la santé au-delà de la santé pour limiter, voire supprimer, les simplifications réductrices.

Zachée Bêche

Santé et solidarité

Notre système de santé et notre assurance maladie sont fondés sur le principe de solidarité. Solidarité entre les générations, solidarité entre les sexes et solidarité entre les bien-portants et les malades. Que l'on soit jeune ou âgé, homme ou femme, en pleine santé ou malade chronique, les primes et les prestations sont semblables. Il en est ainsi depuis l'institution de la LAMal (Loi sur l'assurance maladie) dans les années 90.

«Souvenez-vous que l'intérêt des compagnies pharmaceutiques est la maladie».

William Burroughs

Le système de santé suisse est l'un des plus performants du monde par son universalité: tout le monde a accès aux soins les plus pointus et l'hôpital le plus modeste peut assurer une prise en charge de haute qualité.

Largement tributaire du secteur privé, le système de santé suisse est cependant l'un des plus chers du monde, juste après les Etats-Unis. C'est un marché de plus de 40 milliards de francs, que se partagent assureurs, pouvoirs publics, pharmaciens, médecins et autres prestataires de soins et où le patient a bien de la peine à se faire entendre...

Ce système a encore un autre défaut: son financement n'est pas social, car il est fondé sur la «prime par tête». Les assurés paient tous plus ou moins les mêmes primes, qu'ils soient riches ou pauvres. C'est une charge qui pèse très lourdement sur les familles à faibles revenus. Malheureusement, les tentatives d'en faire une assurance plus sociale et de faire évoluer les primes en fonction

des revenus ont toutes échoué en votations populaires.

En revanche, les idées ne manquent pas pour rendre cette assurance moins solidaire ou moins performante. Je citerai l'idée de faire payer à des groupes de personnes à risques les frais plus élevés qu'elles entraînent, par exemple les fumeurs, les malades chroniques, ou les personnes âgées. L'idée de lever l'obligation de contracter, et de limiter ainsi le choix du médecin, est plus dangereuse, parce qu'elle est susceptible de trouver une majorité au Parlement... mais seulement après les élections. Chacun sait qu'elle est impopulaire.

Certaines autres idées ont déjà été acceptées. Je parle de l'augmentation des franchises et des participations aux coûts des traitements, décidée par Pascal Couchepin. C'est une manière de réduire la solidarité en mettant plus de frais à la charge des malades.

Le même résultat est atteint, lorsqu'on réduit les prestations remboursées par l'assurance de base. Les plus démunis n'ont alors plus accès qu'aux soins minimaux couverts par l'assurance de base et les plus aisés peuvent s'offrir des assurances complémentaires, qui couvrent toutes les autres prestations.

Les assureurs maladie ont avantage à avoir une assurance de base aussi maigre que possible, car elle ne leur rapporte pas de bénéfice, et à promouvoir les assurances complémentaires, très lucratives. Or, chaque fois que l'on retire une prestation de l'assurance de base, on rend les assurances complémentaires plus attractives

et plus utiles.

Nous venons d'en avoir un exemple: Pascal Couchepin a refusé la prise en charge par la base des médecines naturelles, telles que l'homéopathie, et la même semaine, les grands groupes proposaient des assurances complémentaires couvrant ces traitements.

Cette logique est poussée à l'extrême dans l'initiative de l'UDC dite «Pour la baisse des primes dans l'assurance maladie». Quand on lit le titre, on a l'impression que l'intention est bonne. Il n'en est rien. Il s'agit en réalité de diminuer drastiquement le catalogue de base, soit de ne rembourser que le strict minimum et de couvrir tout le reste par des assurances complémentaires. Ce que cette initiative propose, c'est une médecine à deux vitesses: le strict minimum pour les démunis et la médecine de luxe pour ceux et celles qui peuvent se l'offrir.

«N'allez jamais chez un docteur dont les plantes de la salle d'attente sont mortes»

Erma Bombeck

Cela se rapproche dangereusement du système américain: une médecine extrêmement chère, des assurances qui ne remboursent que ce qu'elles veulent bien, des millions de gens qui n'ont plus accès qu'aux soins minimaux...

Il y aura votation populaire. Gageons que le peuple verra les gigantesques enjeux de ce choix de société et votera non au démantèlement de la LAMal.

Gisèle Ory

Tout système appliqué à l'homme le déshumanise

Quelques réflexions éthiques relatives à la notion de soins palliatifs et en particulier auprès de patients atteints de maladie Alzheimer

Dans ces territoires des confins de la vie où la maladie Alzheimer touche au plus profond la personnalité de nos patients, les soins dits palliatifs doivent trouver sens pour conserver l'essentiel, ce noyau dur d'humanité, cette dignité qui nous unit. L'éthique médicale prend son sens lorsqu'elle nous permet de chercher encore et toujours des réponses à ces questions qui ont la particularité de ne pas en avoir.

Et pourtant, même s'il n'y a pas de bonne réponse, même si la place du doute est grande dans nos esprits et laisse peu d'espace aux certitudes, même si c'est difficile et qu'en fin de compte la mort gagne toujours, nous nous devons de tenter de répondre. Nos patients, nos collègues en soins et finalement nous-même, le méritons.

Se méfier des pluriels

Les soins palliatifs, des mots pluriels, je n'aime pas les pluriels. Chaque fois que l'on utilise le pluriel, on frise le péjoratif, la caricature, le faux. Je ne parlerai donc pas de patients Alzheimer, de patients de psychogériatrie, de personnes âgées, de vieux, voire de déments. Rien ne déshumanise plus que ces généralités, que ces pluriels impersonnels et sans âme.

A chaque fois, face à nous, c'est M. Jean, Mme Pauline avec son histoire propre, ses blessures, cicatrices, richesses, travail, relations, fils, fille, amis, ses amours comme ses conflits qui n'appartiennent qu'à elle, qu'à lui. Et tout cela fait de chacun d'entre nous celle, celui que nous sommes, comme un tapis vivant tissé de nos jours, à chaque fois unique et irremplaçable. Et dans la trame de cette existence s'entremêlent tranquillement les fils verts et rouges de la maladie, un peu dissonants, paisibles certains jours, un peu criards aussi parfois, les fils donc de la maladie Alzheimer pour certains, du cancer pour d'autres.

Si vous prenez deux tapis, l'un venant du Maroc et de ses déserts, l'autre issu de mains tibétaines, et que vous y entremêlez les fils verts et rouges de la maladie Alzheimer, ne vous attendez pas à de semblables tableaux. Vous aurez à chaque fois devant vos yeux un tableau unique.

Mais quittons l'image. Les images, si belles soient-elles, nous aident à réfléchir, c'est vrai, mais ne remplacent pas le visage qui nous fait face. Ce qui m'importe en l'occurrence, c'est d'éviter l'écueil de la généralisation, de la mise en catégorie, de la mise en boîte.

Nous avons besoin de catégories, nous avons besoin de systèmes et d'étiquettes. Ceci est probablement lié à notre mode d'apprentissage de la médecine et des soins comme à notre fonctionnement. Nous apprenons notre métier système par système, organe par organe. Puis, à l'hô-

pital, nos patients vont dans un service, souvent désigné par l'organe atteint (cardiologie, dermatologie, psychogériatrie), parfois lié à l'intensité de l'atteinte ou des soins (urgences, soins intensifs ou continus, divisions, soins palliatifs) ou encore par le mode d'intervention (médecine ou chirurgie). De plus, le patient circule de l'un à l'autre de ces tiroirs, change d'étiquettes au gré des transferts... Et arrive en établissement médico-social...

Ce mode de penser le patient répond vraisemblablement à un besoin organisationnel comme à une nécessité d'efficacité, d'efficacité à moindre coût. Mais comme le dit Stéphane Velut dans un petit essai: *«Penser, théoriser en vue d'une efficacité, c'est générer un système. Mais systématiser c'est voiler peu ou prou la singularité de l'être»*. (S. Velut, *l'illusoire perfection du soin*, (2004), p. 23) *«Tout système appliqué à l'homme le déshumanise»*. Dans mon image du tapis que j'utilisais ci-dessus, cela consiste à ne voir que les fils rouges et verts de la maladie Alzheimer ou du cancer en oubliant la trame fondamentale de l'homme, de la femme dans laquelle les fils en question se superposent. Je n'aime donc pas les boîtes, les catégories, vous l'avez compris.

L'illusion de l'immortalité

Mais parlons encore d'une autre de ces catégories, le groupe des mourants. Le terme «mourant» n'est pas un verbe actif, c'est un qualificatif de vie, une de ces étiquettes sésame d'un système. Et ce système, qui d'emblée déshumanise et voile la singularité de l'homme qui l'habite, a sa raison d'être. Pour Higgins, il s'agit de séparer les vivants des mourants. L'enjeu, c'est l'illusion de l'immortalité encouragée et portée par la médecine triomphante et son fantasme de toute-puissance. La mort n'est plus qu'une erreur (*«faites quelque chose docteur!»*), elle ne concerne pas les vivants. En cela la création du «club des mourants» rejoint les démarches diverses qui émaillent ces dernières décennies comme la cryoconservation de cadavres en l'attente du progrès qui sauve ou les rêves des clonages qui rendent éternels. Il y a, en outre, quelque chose de sacrificiel dans cette démarche: *l'«illusion qu'en mettant la mort, toute la mort, pourrait-on dire en l'autre, dans le mourant, il l'emporterait avec son décès, et pourrait nous en délivrer»* (R.W. Higgins (2006a), p. 38).

La catégorie des mourants met la mort à distance, nous n'en sommes pas, ce club n'est pas le nôtre, nous n'avons pas passé le sas. Entre la mort et moi il y a le mourant. Et comme l'illustre Marco Vannotti dans un récent article critique de la revue médicale suisse: *«Vous vous occupez de moi, disait une patiente en fin de vie à son infirmière, pour vous dire que vous n'êtes point comme moi»*. (M. Vannotti (2006), p. 1284).

Cette catégorie nouvelle possède deux faces: les soins palliatifs et les partisans de l'euthanasie et du suicide assisté. Deux réponses, certes bien différentes, pour le même système, un outil qui porte son cortège d'exclusion et de déshumanisation, si ce phénomène n'est pas conscientisé.

Cet amalgame un peu leste, entre les deux attitudes caricaturalement et diamétralement opposées que je viens de citer, ne comporte pas un jugement de valeur, il s'agit de réaliser la déshumanisation potentielle qu'un tel mode de pensée comporte.

Dès lors, ce n'est plus le patient qui est en soins palliatifs. Lui il continue à être lui... Et moi, le soignant, j'utilise ma caisse à outils. Cette caisse à outils est particulière et comporte des instruments spécifiques dont nous avons besoin pour apporter des soins, non pas à un mourant, non pas à un patient en soins palliatifs mais à M. Paul, à Mme Jeanne. Les soins palliatifs sont donc le propre du soignant, dans certaines circonstances, jamais le fait du patient.

Et il s'agit, dès lors et comme toujours en médecine, dans les situations les plus simples comme les plus complexes, de peser les avantages et les inconvénients de chacun de nos actes thérapeutiques ou diagnostics. Dois-je administrer un antibiotique, demander une radiographie, sachant que le transport à la clinique sera pénible, proposer de soulager une douleur, sachant que je me prive dès lors de l'utile signal qu'elle peut représenter... La médecine, comme la vie, est faite de choix et Dieu sait, comme vous, que l'issue en est rarement joyeuse.

Un lieu de vie

«Chez eux, ça sent le thym, le propre, la lavande et le verbe d'antan.» (J. Brel, Les vieux), vous connaissez la chanson de Brel. Et j'aime que la cuisine soit au bout du couloir dans une institution. Elle participe à faire de ce lieu de vie, souvent le dernier, une maison où la vie est vivante.

Mourir, c'est surtout vivre, vivre le temps teinté par la réalité quotidienne d'une maladie qui tisse ses fils envahissants dans le tissu de la vie. Mais encore le vivre chez soi ou dans son nouveau domicile, l'EMS. Ce lieu n'est pas anodin, c'est devenu le «chez moi» de nos hôtes, un lieu de vie donc plus que tout autre, plus que l'hôpital en tout cas. Parce que vivre se détache difficilement du poids et du goût des jours passés. «La pendule d'argent qui dit oui qui dit non», il n'y a pas de pendule d'argent à l'hôpital. Et j'espère que chaque jour les artisans de notre EMS remontent notre pendule d'argent et contribuent ainsi à faire de ce lieu, pour chacun un chez moi.

Et c'est alors que s'opère un renversement des priorités. Dans ce lieu de vie d'hommes, de femmes, ridés par la trace du passé, sous le tic-tac de la pendule d'argent, marqué par un aujourd'hui de relation qui sent la vie à plein nez, y compris dans la souffrance, dans ce lieu de vie d'hommes certains mots deviennent incongrus.

Scanner, ultrason, ponction, biopsie, leucocytes sont des mots dissonants sous la pendule d'argent. Ils sont parfois assez discrets, critères ou jalons dans les quelques choix qui restent l'apanage du médecin sous sa facette technicienne, mais toujours ces mots sont relégués à l'arrière-plan. Ce qui compte c'est la pâleur du visage plus que l'hémoglobine, la douleur plus que la ponction, la souffrance anxieuse plus que le marqueur tumoral. Parce que

soudain, en ce lieu, parce que chez lui ou dans sa nouvelle maison, il quitte les étiquettes de ses organes disséminés dans divers rapports médicaux pour redevenir lui-même continuité de celui qu'il fut, pour se reconquérir. Et moi, médecin, ma tâche essentielle devient relation. Et c'est pour moi une occasion unique de vivre cette présence attentive, chaleureuse et techniquement merveilleusement inefficace des tableaux du début du siècle passé.

Le désespoir heureux

C'est le moment de citer l'importance du deuil de l'espoir au sens, du désespoir heureux de Comte-Sponville. «Gide disait joliment: «Je voudrais mourir totalement désespéré». Cela ne signifiait pas qu'il voulait mourir dans la tristesse, mais qu'il voulait mourir dans un état où il n'y aurait plus rien à espérer, ce qui serait la seule façon en effet de mourir heureux.» (A. Comte-Sponville (2000), p. 61). Ce désespoir heureux, c'est aussi avec un bon sens plus local parvenir à jouir d'aujourd'hui du moment présent sans l'entacher d'une attente jamais comblée.

Il s'agit d'exister dans la relation de ce jour, d'être au-delà de la maladie et de nos rôles respectifs face à elle. Rôle de malade qui abrite le mal, rôle de médecin qui le combat et préserve le patient dans son futur. C'est aussi renoncer, dans ce deuil de l'action pour le futur, dans le deuil de l'influence sur demain, à cette part de divinité si chère à ma corporation. Nous pouvons alors nous mettre au service des demandes souvent mal compréhensibles exprimées par le patient non pour assurer le futur mais pour permettre l'aujourd'hui.

En guise de conclusion, une histoire que j'aime bien. «On demande à un rabbin de déterminer l'instant qui marque le passage de la nuit au jour, qui éclaire la nuit. Est-ce quand je puis au loin distinguer un chien d'un renard ou un olivier d'un figuier? Non, le moment du passage de la nuit au jour, la minute qui éclaire l'obscurité c'est quand je peux voir le visage de l'autre et le reconnaître comme un frère».

Et peut-être qu'il est essentiel dans ce moment dense de la vie, dans ces jours et ces temps qui précèdent assez directement la fin du voyage, peut-être qu'il est essentiel donc de se souvenir de cette histoire. Et de voir ainsi en celui qui nous fait face un homme, une femme unique, et qui mérite que les questions que l'on se pose à son propos soient toujours ramenées à son unique et propre visage, et soient constamment chargées de ce doute qui permet d'avancer.

Dr Pierre Corbaz

Bibliographie:

- J. Brel, *Tout Brel*, Paris, Robert Laffont 10 18, 1998.
- A. Comte-Sponville, *Le bonheur désespérément*, Nantes, Pleins feux, 2000.
- R.W. Higgins, *La mort? une exception*, Ethique et santé, vol. 3, no 1, p. 35-42, Paris, Masson, 2006a.
- M. Vannotti, Carte blanche, *Revue Médicale Suisse*, 10 mai 2006, p. 1284, Genève, 2006.
- S. Velut, *L'illusoire perfection du soin, essai sur un système*, Paris, L'Harmattan, 2004.

Plaidoyer pour la transparence

La question que pose *l'Essor* est tellement vaste que pour la développer sérieusement, il y faudrait bien un livre. Le titre proposé pour ce « Forum » est déjà tout un programme. En effet, ce n'est autre que l'appellation que s'est choisie Janine Favre pour sa lutte contre le principe d'une assurance maladie obligatoire qu'elle considère comme ne respectant pas la liberté du citoyen. Cette femme, courageuse s'il en est (elle fait face seule à la gigantesque machine de l'Etat), prône une philosophie de la santé radicalement différente de celle qui nous est proposée – **et imposée** – dans les faits. Car, que nous soyons d'accord ou non, nous, le peuple, devons nous soumettre à ce que l'on peut bien considérer comme le diktat des politiciens, des assureurs et de l'industrie pharmaceutique. Les médecins, quant à eux, semblent avoir de moins en moins de prise sur le processus, ce qui explique qu'en Normandie, lors du vote sur la caisse unique, ils se soient, dans leur majorité, opposés à ceux

qui sont devenus tout à la fois les patrons et les experts, à savoir la chimie bâloise, M. Couchepin et santésuisse.

La problématique, telle qu'elle est exposée dans le libellé introduisant ce « Forum », nous est bien connue, et l'occasion rêvée d'y apporter de profonds changements allant dans l'intérêt de la majorité des citoyens était fournie par l'« Initiative pour une caisse unique ». Etouffé par les millions de la propagande des industriels, le peuple a largement rejeté cette initiative, et je ne vois pas bien ce qu'il peut faire d'autre maintenant que d'assumer son choix. Il a fait confiance au système en place, exact produit du plus pur libéralisme économique, cette philosophie de la liberté qui permet aux nantis de faire à peu près ce qu'ils veulent et à la population de se conformer aux ordres.

Les assureurs, eux, sont remis de leur panique et le système est retombé dans sa léthargie active.

Je ne vois hélas pas ce qu'on peut faire pour changer les choses. Une société réellement démocratique permettrait à tous les citoyens du monde d'avoir une part équitable du revenu commun. Le domaine de la santé ne serait qu'accessoirement celui de la maladie et ne serait plus un marché financier monstrueux. Alors pourraient se développer des pratiques différentes. Je donne un simple exemple: ma médication personnelle principale, c'est le jeûne, auquel il m'arrive de recourir. Je ne veux pas en faire la théorie ici. Il serait très facile d'appliquer les principes de feu le docteur Shelton, référence incontournable en la matière, et d'en faire une évaluation scientifique. Mais ça, les responsables (avec ou sans guillemets) du système de santé ne le veulent surtout pas. Car cette méthode ne requiert aucune installation particulière, elle ne coûte rien, et elle est d'une remarquable efficacité.

Un médecin connu des années 70 déclarait: «A l'heure des bilans, l'industrie pharmaceutique ne se pose pas la question des bienfaits qu'elle a pu procurer aux gens, elle calcule uniquement l'argent qu'elle a gagné.» Tant que le système de santé fonctionnera sur de telles bases, il me paraît difficile de faire des propositions permettant une véritable amélioration du système de santé.

J'ai une proposition, toutefois. C'est la **transparence**. Que les assureurs publient leurs comptes, ce qu'ils sont dans le principe tenus de faire, puisque nous ne sommes pas dans un système de libre choix. Dans ces conditions, une information en bonne et due forme est un droit élémentaire des assurés. Et que les salaires payés soient conformes aux normes de l'Etat, puisqu'il s'agit d'un système d'Etat.

Je précise que je suis membre actif du Mouvement populaire des familles, dont il a été beaucoup question à l'époque des débats sur une caisse unique, mais que, en l'occurrence, ces propos n'engagent que moi.

Retrouver les gestes simples et le bon sens

Responsable de notre santé, retrouvons les gestes simples et le bon sens pour se maintenir en santé. Se laver les mains avant de se mettre à table; se couvrir suffisamment avant de sortir, préférer un pull-over supplémentaire ou une couverture pour la nuit plutôt que des pièces surchauffées. Quand la grippe nous guette et que le thermomètre prend l'ascenseur, prenons du repos en compagnie d'un thermos de boissons chaudes. Economisons un vaccin anti-grippe qui affaiblit nos défenses immunitaires.

Au lieu de cela, les entreprises pharmaceutiques nous bombardent de publicité de bien-être, de médicaments frisant le charlatanisme, des capsules pour la mémoire, des vitamines à prix d'or. Que leur importe que nous restions en santé du moment que leurs bourses ne désemplissent pas. Et tout est bon pour augmenter le prix des médicaments. Les médicaments génériques sont changés régulièrement d'appellations pour appâter les clients alors que la formule reste la même. Que dire des bruits que fait courir la concurrence sur tel ou tel médicament pour le faire couler auprès des médecins?

Que penser de notre alimentation actuelle: pizzas toutes prêtes, salade pré coupée, légumes arrosés de pesticides, viande bourrée d'additifs, jus de fruits gorgés de conservateurs. Notre corps souffre et se rend malade. Ce n'est pas un retour en arrière avec nos recettes d'antan mais un retour au bon sens qui permettrait de refaire nos pizzas maison, nos salades personnalisées et nos pâtisseries odorantes. Que dire de ces bonbonneries qui s'ouvrent à tous les coins de rue alors que nos enfants souffrent déjà d'obésité. De nouveaux drogués apparaissent: ce sont les drogués du sucre.

Annette Nenavoh

Bernard Walter

Quelle qualité pour les soins de demain?

Aujourd'hui, on assiste dans les médias à de nombreux débats ayant pour thème la santé. Les sujets les plus prégnants semblent être l'opportunité de mettre en place une caisse unique et la légitimité éventuelle d'un nouveau mode de calcul du montant des primes en fonction des revenus. Si ces préoccupations apparaissent justifiées à une époque où la gestion économique devient prépondérante, elles paraissent néanmoins occulter une dimension tout aussi importante, à savoir la qualité des soins dispensés. Cependant la qualité n'est pas une préoccupation nouvelle pour les professionnels de santé. Elle fait l'objet de plusieurs définitions. Le mot *qualité* vient du latin *qualitas de qualis: quel. C'est une manière d'être, bonne ou mauvaise de quelque chose, état caractéristique, ou supériorité, excellence en quelque chose*. L'OMS donne la définition suivante de la qualité: «*Délivrer à chaque patient l'assortiment d'actes diagnostiques et thérapeutiques qui lui assurera le meilleur résultat en terme de santé, conformément à l'état actuel de la science médicale, au meilleur coût pour un même résultat, au moindre risque iatrogénique et pour sa plus grande satisfaction en terme de procédures, de résultats et de contacts*

humains à l'intérieur du système de soins».

«La nature ne semble guère capable de donner que des maladies courtes. Mais la médecine s'est annexé l'art de les prolonger».

Marcel Proust

Cette définition de la qualité est à rapprocher de celle couramment utilisée dans les autres secteurs d'activités (industries et sociétés de services). Selon l'International Organisation for Standardization (ISO), organisme international chargé de la standardisation du vocabulaire et des méthodes relatives à la qualité, choisi par le système de santé suisse comme référentiel, la santé se définit comme «*l'ensemble des propriétés et caractéristiques d'un produit ou service qui lui confèrent l'aptitude à satisfaire des besoins exprimés ou implicites*». Cette définition place le client et la prise en compte de ses besoins au centre de tout objectif «qualité».

Dans le secteur de la santé, on se heurte à une difficulté évidente qui est la multiplicité des clients po-

tentiels d'une prestation de soins. La traduction des besoins des différents clients oblige à prendre en compte les exigences de qualité spécifiques à chacun d'eux. Pour les patients: la qualité repose sur des critères multiples où la subjectivité peut prendre une place importante dans la satisfaction finale. Pour les professionnels de santé: la qualité fait référence à une échelle de valeur professionnelle basée notamment sur des aspects techniques. Pour les tutelles ou les organismes de financement: elle se traduit par des exigences multiples, notamment l'adéquation de l'offre de soins, le respect des exigences de sécurité et la maîtrise des coûts. En France, le secteur de la santé a donc développé de nombreuses méthodes et outils destinés à améliorer la qualité des soins. L'amélioration de la qualité est passée par l'élaboration de références professionnelles et par le développement d'outils de mesure de la qualité et de ses résultats tels que l'audit clinique. La qualité des soins doit devenir un droit pour les citoyens, une exigence pour les professionnels et une obligation pour les établissements de soins.

André Cohen, cadre de santé

Georges Simenon et un médecin praticien

Dans un livre publié en 1969, l'auteur expose admirablement (je le dis pour ceux qui auraient envie de lire le livre dans son entier) le cas d'un malade qui tue ses victimes par intermittence mais dont le comportement reste par ailleurs parfaitement normal – de même que d'autres se souillent abominablement deux à trois fois par année et, aussitôt après, reprennent une vie pratiquement normale. (G. Simenon, *Maigret et le Tueur*. Œuvres complètes Maigret, volume XXVII. Ed. Rencontre, 1973). Lorsque Simenon écrit ce livre, il est âgé de 63 ans.

Les Maigret sont invités chez leurs amis Pardon. Le docteur est aussi leur médecin traitant; Madame est bonne cuisinière. Le docteur a eu ce jour 82 patients à sa consultation... Cette

fois, il était découragé, pessimiste, et surtout il se laissait aller à exprimer ce pessimisme.

«Le meilleur médecin est la nature: elle guérit les trois quarts des maladies et ne dit jamais de mal de ses confrères».

Louis Pasteur

- On est en train de faire de nous des fonctionnaires et de transformer la médecine en une grande machine à débiter des soins plus ou moins adéquats...

Maigret l'observait en allumant sa pipe.

Non seulement des fonctionnaires, reprenait le médecin, mais de mau-

vais fonctionnaires, car nous ne pouvons plus consacrer à chaque malade le temps indispensable... Parfois, j'ai honte en les reconduisant à la porte, en les poussant presque... Je vois leur regard inquiet, voire implorant... Je sens qu'ils attendaient de moi autre chose, des questions, des mots, des minutes en somme, pendant lesquelles je me serais occupé de leur cas... (pages 10 à 11).

Et dire que ce texte datera bientôt d'un demi-siècle! A l'époque, on manquait de médecins praticiens; aujourd'hui ces mêmes médecins praticiens sont soumis à de telles exigences financières et administratives que le résultat est tout à fait identique.

Henri Jaccottet

La liberté de s'assurer ou pas

Un collaborateur de *l'Essor* m'a communiqué le thème choisi par la rédaction pour son prochain forum, avec ce titre: «Notre santé, c'est d'abord notre affaire». Or, dès l'an 2000, un petit groupe de résistants à la nouvelle loi LAMal se réunissait autour d'un manifeste: le Manifeste de Lausanne «Notre santé c'est Notre affaire!». Vingt à trente personnes ont alors recouru aux tribunaux, cantonaux et fédéraux, pour atteindre, par une loi anticonstitutionnelle, aux droits fondamentaux de l'individu, particulièrement à sa liberté spirituelle. Nous voulions être libres de nous assurer ou de ne pas nous assurer.

Personne n'a jamais eu gain de cause sur ce sujet qui touche aux gains faramineux de l'industrie médicale. Une industrie qui oblige tout un peuple à payer à l'avance ses services, ne voilà-t-il pas la plus grosse des poules aux œufs d'or!

Actuellement assurés et soignants sont tous mécontents et se sentent trahis. Les médecins perdent leur droit discrétionnaire (le plus mythique des droits absolus), c'est leur règne qui s'effondre. Et le supermarché de la santé ne peut être rationalisé, c'est-à-dire rationné, sans que tous crient au scandale!

La démocratie a fait de l'égalité des soins sa vache sacrée, chacun estime donc avoir droit pour lui et ses proches aux dernières inventions, quel qu'en soit le prix! Ici, tout raisonnement logique, rationnel, cède le pas à l'émotionnel, à la peur que l'on pourrait mourir pour avoir manqué le possible sauvetage technique!

En dehors de la vraie liberté, celle de ne pas être assuré parce qu'on sait se débrouiller plus naturellement, il y a celle réclamée par le peuple: liberté de choisir quel miracle techniquement possible doit le sauver.

Nous avons perdu la notion de ce qu'est la maladie, parce que le phénomène est spirituel, et que nous sommes devenus des croyants scientifiques, c'est-à-dire liés à la matière. A mon avis, comme autrefois tomba le clergé d'Eglise à la fin du Moyen Age, tombera aussi le clergé médical dont les dogmes sont aujourd'hui bien usés. Pour prendre un meilleur «Essor», il me semble nécessaire de démystifier ces dogmes, alors la santé redevient Notre affaire!

Quelques années avant sa mort en 2004, Yvan Illich, historien, sociologue et prêtre, avait déclaré: «*Du meilleur sort le pire!*». C'est le titre d'un ouvrage posthume. Il ressentait la fin du monde au système technicien, et l'ouverture vers un autre monde: celui de la «conspiration» ou partage du souffle commun à l'autre. Il disait aussi que cela ne peut se faire sans renoncement à une certaine assurance... Certes il ne parle pas de la LAMal, dont il ignore l'existence, mais toute son œuvre parle de la liberté dont découle la santé, et aussi la confiance au souffle de Vie en nous.

Janine Favre, Saint-Imier

Toutes les citations de ce forum ont été choisies par la rédaction. Elles n'engagent donc pas les auteurs des articles dans lesquelles elles sont intégrées. Elles ont un double objectif: aérer un peu les textes et susciter la réflexion.

Journée internationale de la non-violence

C'est le 2 octobre dernier qu'a eu lieu la toute première journée internationale de la non-violence. Cette date a été choisie par les Nations-Unies parce qu'elle correspond à l'anniversaire de la naissance de Mohandas Karamchand Gandhi, dont on connaît l'apport important en matière de non-violence, tout au long de son combat pour l'indépendance de l'Inde. Ce jour servira donc désormais à promouvoir la non-violence de manière active et actuelle, chaque année. La visibilité accordée par les médias à cette première journée a été quasi nulle. Mais quelques événements ont quand même eu lieu. A Lausanne notamment s'est déroulée une première soirée regroupant, pour un public malheureusement clairsemé, quelques présentations fort intéressantes. *L'Essor* y était.

Nous avons d'abord pu visionner un extrait d'un documentaire d'archives sur la visite de Gandhi en Suisse en 1931. Celui-ci nous fut commenté par Pjotr Haggenjos du Mouvement international de la réconciliation (MIR). On pouvait y voir brièvement le Mahatma Gandhi, donnant une conférence aux Romands de l'époque, aux côtés de personnages comme Pierre Cérésole ou le professeur Edmond Privat.

Ce petit film a été suivi de quelques exposés:

- D'abord, une représentante de la Section «Politique de Paix» du DFAE nous a expliqué les actions que mène la Suisse aujourd'hui en faveur de la paix.
- Puis, M. Johannes Bircher, représentant des Quakers suisses, s'est exprimé sur le rôle historique et actuel des Quakers, en faveur de la paix dans le monde, tout au long de leur histoire déjà vieille de 350 ans.
- Enfin, M. Olivier Grand, président du *Centre pour l'action non-violente (ex-Centre Martin Luther King)*, et M Ruedi Tobler, président du *Conseil suisse pour la paix*, ont exposé ensemble les actions et réflexions menées au sein des associations dans lesquelles ils militent.

Les jeunes générations savent-elles qui étaient Pierre Cérésole ou Edmond Privat, que sont les Quakers, ou même qui étaient le mahatma Gandhi ou Martin Luther King? Posez la question autour de vous à des moins de 30 ans, vous risquez d'être surpris. Ces pionniers de la paix ont pourtant marqué leur époque, et c'était il n'y a pas si longtemps. Sans attendre le 2 octobre 2008, *L'Essor* consacrera son forum de février prochain au thème de la non-violence, ce qui nous permettra de redécouvrir les diverses personnes et organisations impliquées dans ce domaine. A bientôt donc... (MB)

Comment les riches détruisent la planète

Hervé Kempf, Editions du Seuil, 2007

Hervé Kempf est un des journalistes d'environnement les plus réputés. Son dernier livre a le mérite d'être court et écrit dans un style direct. Mais quelle densité: en un peu plus de 100 pages, l'auteur explique pourquoi on ne résoudra pas la crise écologique sans s'attaquer à la crise sociale concomitante.

Pour Hervé Kempf, nous sommes à un moment de l'histoire qui pose un défi radicalement nouveau à l'espèce humaine: pour la première fois, son prodigieux dynamisme se heurte aux limites de la biosphère et met en danger son avenir. Vivre ce moment signifie que nous devons trouver collectivement les moyens d'orienter différemment cette énergie humaine et cette volonté de progrès. C'est un défi magnifique, mais redoutable.

L'auteur désigne l'obstacle: c'est cette classe dirigeante prédatrice et cupide, qui fait obstacle au changement de cap qui s'impose urgemment. Elle ne porte aucun projet, n'est animée d'aucun idéal, ne délivre aucune parole mobilisatrice. Après avoir triomphé du soviétisme, l'idéologie néolibérale ne sait plus que s'autocélébrer. Presque toutes les sphères de pouvoir et d'influence sont soumises à son pseudo réalisme, qui prétend que toute alternative est impossible et que la seule voie imaginable est celle qui conduit à accroître toujours plus la richesse.

Cette représentation du monde n'est pas seulement sinistre, elle est aveugle. Elle méconnaît la puissance explosive de l'injustice, sous-estime la gravité de l'empoisonnement de la

biosphère et promote l'abaissement des libertés publiques. Elle est indifférente à la dégradation des conditions de vie de la majorité des hommes et des femmes, consent à voir dilapider les chances de survie des générations futures.

Mais terminons sur la conclusion positive d'Hervé Kempf: *«Il y a de nombreux signes qui montrent que le vent de l'avenir recommence à souffler. Malgré l'ampleur des défis qui nous attendent, les solutions émergent, et renaît l'envie de refaire le monde face aux perspectives sinistres que promeuvent les oligarques»*. (RCy)

Christophe Blocher ou le mépris des lois

François Chérix, Editions Favre et L'Hebdo, 2007

Publié juste avant les élections fédérales, le livre de François Chérix peut être considéré comme un appui au mouvement (certains appelle ça un complot!) visant à ne pas réélire Christophe Blocher au Conseil fédéral lors de la session des Chambres fédérales du 12 décembre prochain. L'intention était bonne mais n'a pas suffi à freiner l'ascension de l'UDC. Il n'en reste pas moins que les informations et les analyses de François Chérix font froid dans le dos et justifient pleinement que le Parlement n'accorde pas sa confiance à un homme qui met en

danger la paix sociale de la Suisse, son image à l'étranger et le système de concordance qui a donné au pays sa force et sa richesse.

Que dit François Chérix? Que Christophe Blocher, par ses attaques répétées et brutales contre les institutions, a montré qu'il ne respectait pas les règles liées à sa fonction de conseiller fédéral et qu'il l'utilisait au contraire pour accroître dangereusement son emprise sur un système qui ne le contrôle pas. Décortiquant les méthodes du perturbateur, apportant

les preuves des multiples infractions commises durant la législature écoulée, démasquant ses stratégies et les risques qu'elles font courir à la Suisse, l'auteur rappelle que le mépris des lois pratiqué par un ministre implique nécessairement sa mise à l'écart.

François Chérix observe: la fréquence et la violence des attaques de Christophe Blocher contre le système sont inouïes. Elles sont sans précédent dans l'histoire de la Confédération. Ridiculisant la loi, la collégialité, ses collègues, le Parlement, les juges, le droit international et les experts, il veut imposer sa vision et ses méthodes. Et de conclure: une démocratie basée sur les droits populaires ne peut sans danger confier le pouvoir à un populiste qui pratique le mépris des lois

Dans sa préface de l'ouvrage, Yvette Jaggi, ancienne syndique de Lausanne, fait elle aussi un constat implacable: *«Avec Christophe Blocher et sa formation, le double jeu s'impose comme style politique, le cynisme devient posture usuelle, l'imposture ne suscite même plus la réprobation profonde, tout juste une protestation momentanée»*. Il est vraiment temps que les citoyens et les autres partis politiques se réveillent. (RCy)



Bleu Cerise mon amour

Emilie Salamin-Amar, Editions Planète Lilou, 2007

Parmi les nombreux cauchemars secrétés par les temps qui courent, délocalisation, chômage, solitude, piratage informatique, se tisse une trame autour d'un personnage féminin dans la deuxième moitié de sa vie. Styliste de talent, seule avec ses rêves et ses deux chats, elle ne se résigne pas à subir la loi de la jungle et décide de créer une entreprise un peu particulière: manifestants.ch. Parallèlement, pour libérer ses émotions du jour, elle se confie dans un journal intime destiné à alimenter un blog et devient rapidement une accro de la dactylothérapie. Un jour, un «vent du désert» se glisse entre les lignes et vient perturber cette belle ordonnance. Palette d'émotions bien vivantes suscitées par une approche d'abord purement virtuelle, passage délicat de l'imaginaire à la réalité pour un merveilleux voyage au travers des multiples histoires qui façonnent une destinée. Adresse: www.planetelilou.com.

Edith Samba



Vingt jeunes font le plein d'énergie solaire

A Cudrefin, dans la «Maison du Futur», une vingtaine de jeunes ont mis au point un prototype de lampe de poche alimentée par un petit panneau solaire, ce qui permettra, dans les pays en voie de développement, de s'éclairer sans brûler de bois ou de pétrole. Le groupe a aussi posé, sur le toit de la maison, un collecteur solaire qui produira de l'eau chaude: simples tuyaux de cuivre passant sous la tôle chauffée par le soleil. Douze mètres carrés suffisent pour fournir l'eau chaude de 12 personnes par jour. Les jeunes participants sont entourés par des coordinateurs venus du monde entier. Chaque année, ce camp organisé par Greenpeace permet de développer et de rénover la «Maison du futur» afin qu'elle devienne le «Centre de développement durable» de Cudrefin.

D'après «24 Heures»

Semaine de la mobilité

Du 18 au 22 septembre s'est déroulée, dans 14 villes du canton de Vaud, la semaine de la mobilité. A Yverdon-les-Bains, un rallye en 7 étapes récréatives sur les moyens de transport à travers l'histoire a été organisé. Le samedi 22 septembre, les bus de la ville étaient gratuits, des balades en bateau solaire mises sur pied, ainsi que des cours de conduite cycliste et des visites archéologiques guidées à vélo. En tout, dans le canton, 101 actions pour (re)penser ses déplacements.

Une adolescente fait bouger les choses...

Au Népal, à 200 km de Katmandou, Ranju, une adolescente de 15 ans, informe les habitants de son village grâce à un journal mural qu'elle rédige depuis 3 ans dans le cadre du «projet de jeunes journalistes» soutenu par la DDC (Direction du développement et de la coopération). Dans un de ces journaux, Ranju décrivait les dangers que couraient les habitants en traversant la rivière proche. Les autorités du village ont alors fait construire un pont suspendu. La jeune fille forme désormais le prochain groupe d'enfants journalistes. Une cinquantaine d'enfants et d'adolescents, âgés de 10 à 15 ans, participent à ce programme. Ils publient leur journal mural 6 fois par an dans 12 localités.

D'après «Un seul Monde»

Une bouffée d'espoir

Dans son dernier livre «C'est vert et ça marche», Jean-Marie Pelt recense les plus belles expériences de développement durable qu'il a pu trouver. Par exemple l'irrigation au goutte-à-goutte en Israël ou en Australie, ou les jardins épurateurs d'eaux usées à Munich, Calcutta ou New York: il coûte huit fois moins cher de racheter les terres proches des sources et de les laisser s'ensauvager que d'épurer les eaux polluées par l'agriculture. En France, plusieurs villes s'y mettent... Bref, des milliers d'initiatives qui nous font comprendre pourquoi Jean-Marie Pelt

écrit. «Il est très tard, mais il n'est pas trop tard». Une bouffée d'espoir.

D'après la revue «Nouvelles Clés»

Blocus pacifique

Sur les hauteurs du Locle, plusieurs centaines de voitures empruntent chaque jour une route très étroite tout juste suffisante pour assurer le trafic des habitants du quartier. Au volant: des pendulaires et des frontaliers qui cherchent à éviter les bouchons de la ville (où le trafic, en moyenne annuelle, est supérieur à celui du Gothard). Conséquences: des nuisances sonores importantes («On se croirait au bord d'une autoroute»), a déclaré un habitant) et des enfants en danger (une école est toute proche). Alors, les habitants des Monts en ont eu marre et ont organisé un blocus pacifique, contraignant les conducteurs (à 95% seuls dans la voiture) à rebrousser chemin. Résultat: deux jours plus tard, l'Etat prenait enfin des mesures pour améliorer la situation. Il y a des initiatives citoyennes qui donnent de bons résultats.

N'hésitez pas à envoyer vos bonnes nouvelles à Yvette Humbert Fink, 26, rue de la Paix, 1400 Yverdon-les-Bains, tél./faxe 024 425 35 15. Merci!

Jeunesse, rites et violence

Y a-t-il une semaine sans que les médias ne nous bombardent de titres sur la violence des jeunes, la délinquance juvénile, les incivilités, les vols, les déprédations? Selon une étude de l'Office fédéral de la statistique, la progression des délits chez les mineurs a connu une constante augmentation durant les dernières décennies. Comment comprendre cette inflation, quelles en sont les causes, comment s'inscrivent-elles dans les mutations socio-économiques de notre époque? On sait que l'adolescence est une période de la vie propice aux dérapages qui peuvent être subitement engendrés par l'angoisse de l'avenir,

par la violence quotidienne diffusée par les images: bandes dessinées, manga, cinéma, télévision, jeux vidéo, etc. On parle, à côté d'institutions spécialisées, de prisons pour mineurs, mais a-t-on exploré toutes les possibilités de prévention? La violence fait partie des rites de la jeunesse. Mais il y en a d'autres, beaucoup plus positifs, qui méritent d'être présentés. Vos propositions d'articles, vos idées, vos expériences, vos avis, sont les bienvenus jusqu'au 20 novembre auprès de Mousse Boulanger, rue du Théâtre, 1083 Mézières

L'essor

Journal indépendant travaillant au rapprochement entre les humains et à leur compréhension réciproque.

Équipe de rédaction
Mousse Boulanger, Rémy Cosandey, Yvette Humbert Fink, Susanne Gerber, Henri Jaccottet, Pierre Lehmann, Delia Mamon, Emilie Salamin-Amar, Edith Samba, Agnès Zawodnik.

Administration et retours
L'Essor - Abonnements
Tunnels 16
2300 La Chaux-de-Fonds
ou par courriel : info@journal-lessor.ch

Rédacteur responsable
Rémy Cosandey
Léopold-Robert 53 - 2300 La Chaux-de-Fonds
032/913 38 08; cosandeyremy@hispeed.ch

Abonnement annuel : Fr. 36.- (20 euros)
CCP-12-2620-0 Genève

Composition et impression
Société coopérative du Journal
de Sainte-Croix - 1450 Sainte-Croix

L'essor - ISSN 1023-5663

délai pour le prochain numéro : 20 novembre 2007
prochain forum : Jeunesse, rites et violence